

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du Bataillon de marche n°24
BP 10001
67050 Strasbourg Cedex

Strasbourg, le 08/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

KECK CHIMIE

ZI - BP 6
67340 Ingwiller

Références : 1870/NK/AG
Code AIOT : 0006701870

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/02/2024 dans l'établissement KECK CHIMIE, implanté rue Wittholz ZI BP 6 67340 Ingwiller. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- KECK CHIMIE
- rue Wittholz ZI BP 6 67340 Ingwiller
- Code AIOT : 0006701870
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Keck Chimie développe et fabrique des produits chimiques (essentiellement des colles), destinés principalement à l'industrie de la chaussure et à la maroquinerie.

Le siège de l'entreprise est en Allemagne. Le site d'Ingwiller compte environ 20 salariés, sur un effectif global d'une centaine de personnes.

Thèmes de l'inspection : étude de dangers, stratégie de défense contre l'incendie, produits chimiques, rétention, rejets air ...

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription, par voie d'arrêté préfectoral, pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(en)t été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délai
1	Bilan de conformité	Arrêté ministériel du 01/06/15	Susceptible de suites	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
2	Mise à jour de l'étude de dangers	Code de l'environnement du 01/03/2017, article L181-25	Susceptible de suites	Prescriptions complémentaires, Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
3	Prévention des risques accidentels	Arrêté Préfectoral du 05/05/1998, article 9.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Points de rejets	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 45	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Sécurité Incendie	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 14	/	Prescriptions complémentaires, Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection en objet a porté principalement sur la mise à jour de l'étude de dangers et sur l'installation de boîtes à mousse pour lutter contre l'incendie.

Les constats ont révélé la nécessité d'apporter des actions correctives sous un délai maîtrisé. Il est ainsi demandé à l'exploitant de transmettre à l'Inspection :

- sous 3 mois, un plan d'action par rapport au bilan de conformité avec l'arrêté du 01/06/15 relatif à la rubrique n°4331, notamment un respect des règles de rétentions, une mise aux normes de la trappe de rejet du débouché à l'atmosphère de façon verticale.
- sous 4 mois, une mise à jour de l'étude de dangers, ainsi qu'un bilan exhaustif sur les moyens actuels mis en œuvre en cas d'incendie, afin de s'assurer d'une intervention efficace et bien dimensionnée,

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Bilan de conformité

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 01/06/15
Thèmes : Situation administrative, action sur le bilan de conformité
Point de contrôle déjà contrôlé : Des mises à jour étaient nécessaires, afin de prendre en compte l'évolution de la réglementation et la nomenclature des ICPE. Le site passe du statut "Autorisation" à celui d'"Enregistrement". Il avait été demandé, à l'issue de la visite des lieux en 2022, à l'exploitant de transmettre un bilan de conformité relatif à l'arrêté du 01/06/15 - pour la rubrique 4331. En fonction de ce bilan, un plan d'action devait être proposé pour mise en conformité avec l'arrêté concerné.
Prescription contrôlée : L'inspection a contrôlé par sondage et sur site le respect de certaines prescriptions dont l'étude de mise en conformité signalait qu'il n'y était pas déféré. REFERENTIEL APPLICABLE A L'INSTALLATION ETUDIEE L'installation considérée est l'installation soumise à Enregistrement au titre de la rubrique 4331 des ICPE pour une quantité de 349 t. Au titre de l'arrêté du 1er juin 2015 précité, il s'agit d'une installation existante. Le point III de l'article 1 de l'arrêté définit les conditions d'application aux installations existantes, avec les dispositions concernant les installations existantes soumises aux dispositions techniques de l'arrêté du 3 octobre 2010. Le cas suivant correspond à l'installation étudiée (existante soumise aux dispositions techniques de l'arrêté du 3 octobre 2010) : en effet, l'exploitant a fait le choix de respecter les dispositions de l'article 43 de l'arrêté du 3 octobre 2010, en matière de défense contre l'incendie, dans son courrier du 20/06/2016, il s'agit donc de: - l'application des articles 19, 20, 21 et 43 de l'arrêté du 3/10/10 selon modalités particulières ; - l'application des articles 2bis, 5, 9, 11.3, 14.II.B, 14.III.B, 22 et 23-II de l'arrêté du 01/06/2015 selon modalités particulières, et application des dispositions des articles 27, 34, 37, 38, 39, 40, 58 et 60 de l'arrêté du 01/06/2015.
Constats : l'exploitant a fait établir, par une société extérieure, un bilan de conformité relatif à l'arrêté du 01/06/15 et les articles de l'arrêté du 3 octobre 2010 susmentionnés. Ce rapport, daté du 16/05/2023 et rendant compte de travaux réalisés au mois de septembre 2022, n'a pas été transmis à l'inspection, qui en a pris connaissance sur place. Il mentionne de nombreux écarts aux prescriptions des deux arrêtés ministériels. Le 15 février 2024, l'inspection a vérifié par sondage l'évolution de certaines des non-conformités rapportées. Arrêté du 1 ^{er} juin 2015 : <ul style="list-style-type: none">- Art 9 : « l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des matières dangereuses présentes dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité » :<ul style="list-style-type: none">➔ L'exploitant a déclaré qu'il disposait désormais de toutes les FDS, il a présenté son listing de produit dangereux sur son logiciel, l'acétate de butyle a été choisi, il a présenté la FDS et les conditions de stockage ont été vues lors de la visite, ce produit ne doit pas être proche d'acide et de base, il n'a pas été constaté d'anomalie à ce niveau➔ Il convient que l'exploitant assure une traçabilité quand il lève les écarts relevés au bilan de

conformité.

- Art 22 : «La rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. L'exploitant s'assure dans le temps de la pérennité de ce dispositif ».
L'exploitant n'a présenté aucune mesure pour s'assurer de l'étanchéité des différents dispositifs de rétention en place sur le site, aucun élément n'a été apporté pour prouver le caractère étanche du revêtement des rétentions.
➔ Il s'agit d'une non conformité, une mise en demeure sur ce point est proposée.

Par rapport à l'arrêté du 3 octobre 2010

- Art 19 : «Les rétentions associées à des liquides inflammables (...) font l'objet d'un examen visuel approfondi annuellement et d'une maintenance appropriée ».
L'exploitant n'a présenté aucun élément concernant un examen visuel approfondi annuel ni de maintenance spécifique sur les rétentions associées aux liquides inflammables.
➔ Il s'agit d'une non conformité, une mise en demeure sur ce point est proposée.

Il appartient à l'exploitant de lever l'ensemble des non-conformités, signalées dans le bilan de conformité, qui seraient encore constituées. Pour celles constatées sur site le 15 février 2024, une mise en demeure est proposée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Mise à jour de l'étude de dangers

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/03/2017, article L181-25

Thèmes : Risques accidentels, Phénomènes dangereux retenus

Prescription contrôlée :

Le contenu de l'étude de dangers doit être en relation avec l'importance des risques engendrés par l'installation. En tant que de besoin, cette étude donne lieu à une analyse de risques qui prend en compte la probabilité d'occurrence, la cinétique et la gravité des accidents potentiels selon une méthodologie qu'elle explicite. Elle définit et justifie les mesures propres à réduire la probabilité et les effets de ces accidents.

Constats :

Suite à la remise de l'étude de dangers (EDD) en 2013 et au courrier de compléments transmis par l'exploitant en date du 19/11/2014, certains points méritent encore d'être complétés.

Le positionnement dans la grille MMR des 2 phénomènes dangereux d'incendie identifiés et du phénomène d'explosion n'est pas justifié. Il n'y a aucun élément démontrant les valeurs de probabilité et gravité retenus.

Par ailleurs, les cuves de production sont alimentées en solvant par des tuyauteries aériennes. Le risque associé aux tuyauteries doit être pris en compte

Les modélisations ont été réalisées par le CNPP pour les risques incendie. Néanmoins, celles-ci ont été réalisées sans prise en compte des murs coupe-feu. Il y a donc des effets sortants importants, non représentatifs de la situation réelle.

De plus, le risque d'explosion n'a pas été modélisé.

En conséquence, l'inspection propose de prescrire à l'exploitant la mise à jour de son étude de dangers dans un délai de 4 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Prescriptions complémentaires, demande de mise à jour de l'étude de dangers.

Proposition de délais : 4 mois

N° 3 : Prévention des risques accidentels

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/05/1998, articles 9.2 et 16.3

Thèmes : Risques accidentels, Rétention, consignes
Prescription contrôlée : Art 9.2 [...] La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister aux actions physiques et chimiques des fluides [...] <p>Les écoulements d'eaux pluviales seront équipés de dispositifs en permettant l'obturation en cas d'incendie ou d'écoulement de produits sur les aires extérieures étanchéifiées.</p> <p>Art 16.3 Les installations présentant le plus de risques d'incendie et d'explosion auront des consignes écrites. Le personnel est formé à l'utilisation des équipements qui lui sont confiés.</p>
Constats : L'inspection s'est rendue au stockage de liquides inflammables et de produits chimiques en réservoirs mobiles. Celui-ci est constitué à l'intérieur des ateliers dans un local dédié. Ce local forme rétention. L'examen visuel de la rétention ne montre pas de désordre apparent. <p>Les écoulements d'eaux pluviales sont, d'après l'exploitant, équipés de dispositifs en permettant l'obturation. En cas d'alarme il y aurait d'abord 3 personnes du site qui seraient appelées, s'il n'y avait pas de réponse ce serait la société de surveillance qui se déplace, mais selon l'exploitant le personnel de cette société n'a pas été formé pour fermer ce dispositif d'obturation, il y a un risque que celui-ci ne soit pas fermé. L'exploitant doit fournir les consignes claires à la société de surveillance concernant l'obligation de fermer le dispositif d'obturation et s'assurer que cette consigne soit comprise.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délai : 3 mois

N° 4 : Points de rejets.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 45
Thèmes : Risques chroniques, Air
Prescription contrôlée : ... Les effluents sont collectés et rejetés à l'atmosphère, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère.
Constats : Lors de l'inspection, il est apparu que la trappe de rejet de COV de l'atelier de mélange de liquides inflammables pour la production de colles est localisée, à l'extérieur, sur le mur de l'atelier, à hauteur d'homme. Le rejet est horizontal. Ce dispositif ne répond pas à la définition d'une cheminée. De plus compte tenu de sa hauteur et de l'orientation du rejet, la bonne diffusion de ce dernier n'est pas assurée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délai : 3 mois

N° 5 : Sécurité Incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 14 Arrêté Préfectoral du 05/05/1998, article 17.2
Thèmes : Risques accidentels, Moyen de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant établit un plan de défense incendie décrivant l'organisation du site en cas de sinistre, notamment : .../... - la démonstration de l'adéquation, de la provenance et de la disponibilité des moyens en eau et en émulseur nécessaires dont il dispose (en propre, la démonstration de l'adéquation, de la provenance et du délai de mise en œuvre des moyens humains et matériels nécessaires aux

opérations qu'il met en œuvre). L'exploitant évalue également l'écart entre les moyens humains et matériels dont il dispose (en propre, par protocoles d'aide mutuelle ou par conventions de droit privé) et les moyens complémentaires nécessaires aux opérations d'extinction.

Article 17.2 : la société KECK-CHIMIE doit prendre toutes les dispositions pour pouvoir disposer d'un débit d'eau d'extinction de 180m³/h.

Constats :

Dans le rapport d'inspection du 13/06/2017, un accès à la réserve d'eau de 100 m³ située à l'arrière du bâtiment devait être créé, avec un débroussaillage et une signalisation.

L'exploitant précise qu'il ne considère pas cette réserve d'eau dans ses moyens incendie et que rien n'a donc été fait.

Un contrôle des poteaux d'incendie a été réalisé. Un courrier du SDEA du 27/06/2017 indique un débit simultané de 128 m³/h (avec des valeurs respectives pour les 3 poteaux de 10 m³/h, 45 m³/h et 73 m³/h). Or, l'arrêté préfectoral de 1998 impose un débit de 180 m³/h à l'article 17.2.

Une non-conformité manifeste est ainsi établie.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : mise en demeure de respecter la disponibilité en eau

Proposition de délai : 4 mois